

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

6 MARS 1991

PROPOSITION

visant à instituer une commission
d'enquête parlementaire sur
le rôle joué par notre diplomatie
dans le dénouement de l'affaire
du « Silco »

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR M. KUBLA

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission a examiné la présente proposition
lors de ses réunions des 6, 11 et 19 février 1991.

Les votes ont eu lieu lors de la réunion du 27 février
suivant.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Gol.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Dhoo-
re, Uyttendaele, Van Hecke,
Van Wambeke.
P.S. MM. Biefnot, Collart, Deni-
son, Harmegnies (Y.), Mot-
tard.
S.P. MM. Sleetckx, Van der San-
de, Vanvelthoven.
P.V.V. MM. De Croo, Kempinaire,
Mme Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. MM. Damseaux, Gol.
P.S.C. MM. Gehlen, Laurent.
V.U. Mme Maes, M. Van Grem-
bergen.
Ecolo/
Agalev M. Van Dienderen.

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (J.), Bourgeois,
Desutter, Mme Kestelijn-Sierens,
MM. Steverlynck, Van Peel.
MM. Burgeon (W.), Daerden, Har-
megnies (M.), Janssens, Tasset,
Walry.
Mme De Meyer, Lefeber, MM. Tim-
mermans, Van der Maelen.
MM. Beysen, Cortois, Vermeiren,
Vreven.
MM. Knoops, Kubla, Poswick.
MM. Beaufays, Léonard (A.), Michel
(J.).
MM. Anciaux, Caudron, Van
Vaerenbergh.
MM. Simons, Winkel.

Voir :

- 1466 - 90 / 91 :

— N° 1 : Proposition de M. Verhofstadt.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

6 MAART 1991

VOORSTEL

tot instelling van een parlementaire
onderzoekscommissie aangaande
de diplomatieke afwikkeling
van het Silcodossier

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER KUBLA

DAMES EN HEREN,

De Commissie heeft dit voorstel tijdens haar ver-
gaderingen van 6, 11 en 19 februari 1991 besproken.

De stemmingen hadden plaats tijdens de vergade-
ring van 27 februari 1991.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Gol.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Dhoo-
re, Uyttendaele, Van Hecke,
Van Wambeke.
P.S. HH. Biefnot, Collart, Deni-
son, Harmegnies (Y.), Mot-
tard.
S.P. HH. Sleetckx, Van der San-
de, Vanvelthoven.
P.V.V. HH. De Croo, Kempinaire,
Mevr. Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. HH. Damseaux, Gol.
P.S.C. HH. Gehlen, Laurent.
V.U. Mevr. Maes, H. Van Grem-
bergen.
Ecolo/
Agalev H. Van Dienderen.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (J.), Bourgeois,
Desutter, Mevr. Kestelijn-Sierens,
HH. Steverlynck, Van Peel.
HH. Burgeon (W.), Daerden, Har-
megnies (M.), Janssens, Tasset,
Walry.
Mevr. De Meyer, Lefeber, HH. Tim-
mermans, Van der Maelen.
HH. Beysen, Cortois, Vermeiren,
Vreven.
HH. Knoops, Kubla, Poswick.
HH. Beaufays, Léonard (A.), Michel
(J.).
HH. Anciaux, Caudron, Van Vae-
renbergh.
HH. Simons, Winkel.

Zie :

- 1466 - 90 / 91 :

— N° 1 : Voorstel van de heer Verhofstadt.

I. — PROCEDURE

1. *Question préalable*

Lors de la première des réunions du 6 février, l'auteur principal de la proposition demande que la Commission puisse disposer de la note de M. Hollants van Loocke du 23 janvier dernier, ainsi que de celle du 13 janvier, auxquelles a fait référence le Gouvernement. Il fait valoir que la connaissance du contenu de ces notes est essentielle pour que la Commission puisse se prononcer sur la nécessité ou non d'instituer une commission d'enquête parlementaire; il serait en outre difficilement acceptable sur le plan déontologique que la Commission ne puisse disposer des textes dont la presse — voire, selon certaines allégations, les bureaux de partis de la majorité — semble par contre avoir pu se procurer connaissance.

Ce point de vue est partagé par d'autres membres.

Un membre de l'un des groupes de la majorité déclare pouvoir appuyer cette demande, pour autant qu'il ne s'avère pas que la note citée par la presse était confidentielle et qu'elle n'est parvenue à cette dernière que par le biais d'une fuite.

*
* *

Lors d'une deuxième réunion tenue au cours de la même journée, le Ministre des Affaires étrangères attire l'attention sur le fait que les documents demandés contiennent des éléments susceptibles de mettre en danger la sécurité de certaines personnes, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Certains membres déclarent pouvoir marquer leur compréhension sur ces impératifs.

D'autres membres, ainsi que l'auteur principal de la proposition, font observer que c'est le Gouvernement lui-même qui, pour se justifier devant le Parlement, a fait état des notes maintenant demandées par la Commission. En outre, les réponses données par le Gouvernement aux différentes interpellations et questions orales relatives aux conditions de la libération de la famille Houtekins ont varié et donnent dès lors à penser que le Gouvernement a caché au Parlement des éléments importants, qui font maintenant l'objet de révélations dans la presse.

Pour le surplus, ces mêmes membres se déclarent prêts à envisager les différentes modalités qui permettraient d'assurer le respect du caractère confidentiel des documents demandés par la Commission.

*
* *

En préambule à la réunion publique de la Commission du 7 février, à l'ordre du jour de laquelle étaient inscrites les interpellations jointes de MM. Gol, De Decker, Verhofstadt et Mme Vogels sur les conditions de la libération de la famille Houtekins, le Ministre

I. — PROCEDURE

1. *Voorafgaande vraag*

Tijdens de eerste vergadering van 6 februari verklaart de hoofdindieners van het voorstel dat de Commissie de nota van de heer Hollants van Loocke van 23 januari laatstleden en de nota van 13 januari, waarnaar de Regering heeft verwezen, wenst in te zien. Hij wijst erop dat de Commissie kennis moet hebben van die nota, wil zij zich kunnen uitspreken over de noodzaak om al dan niet een parlementaire onderzoekscmissie in te stellen; deontologisch gezien is het trouwens moeilijk te aanvaarden dat de Commissie niet over teksten kan beschikken waar de pers — en, zoals het gerucht de ronde doet, zelfs sommige partijbureaus van de meerderheid — eerder wel de hand op konden leggen.

Andere leden sluiten zich bij dat standpunt aan.

Een lid van een van de meerderheidsfracties ondersteunt dit verzoek, voor zover de in de pers vermelde nota inderdaad niet vertrouwelijk was en niet via een lek in hun bezit is geraakt.

*
* *

Tijdens een tweede vergadering, die op dezelfde dag plaatsvindt, vestigt de Minister van Buitenlandse Zaken de aandacht op het feit dat de gevraagde stukken gegevens bevatten die de veiligheid van bepaalde personen, zowel in België als in het buitenland, in gevaar kunnen brengen.

Sommige leden kunnen daarvoor begrip opbrengen.

Andere leden, alsmede de indiener van het voorstel wijzen erop dat de Regering zich op de nu door de Commissie ter inzage gevraagde nota's heeft beroepen om zich voor het Parlement te kunnen verantwoorden. Bovendien heeft de Regering op de verschillende interpellaties en mondelinge vragen over de vrijlatingsvoorwaarden van de familie Houtekins-Kets uiteenlopende antwoorden gegeven. Dat doet het vermoeden rijzen dat de Regering bepaalde belangrijke gegevens, die nu in de pers aan het licht komen, voor het Parlement verborgen heeft gehouden.

Voor het overige zijn diezelfde leden bereid het nodige te doen opdat het vertrouwelijke karakter van de door de commissie ter inzage gevraagde stukken niet wordt geschonden.

*
* *

Tijdens de openbare commissievergadering van 7 februari — met op de agenda de interpellaties van de heren Gol, De Decker, Verhofstadt en mevrouw Vogels over de voorwaarden voor de vrijlating van de familie Houtekins — deelt de Minister van Buiten-

des Affaires étrangères fait part de l'invitation adressée par le Premier Ministre aux présidents des groupes parlementaires de la Chambre et au président de la Commission pour une réunion d'information sur les aspects confidentiels du dossier.

Plusieurs membres estiment inacceptable cette proposition. Ils font valoir qu'il s'agit d'une formule contraire à la lettre, à l'esprit et à la nature même du contrôle parlementaire.

Ils constatent d'autre part que le Gouvernement n'est pas disposé à accéder à la demande de la Commission concernant la communication des notes du 13 et du 23 janvier.

Enfin, lors de cette même réunion, M. Gol a cité à plusieurs reprises la note du 23 janvier dans le cours de son interpellation au Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Coopération au Développement sur « le financement par des fonds publics belges d'activités de groupements terroristes à l'occasion de l'affaire du Silco » (voir le *Compte rendu analytique* et les *Annales parlementaires* de la réunion publique de la Commission des Relations extérieures du jeudi 7 février 1991).

*
* *

Lors de la réunion du 11 février, le Président a fait état de la réunion répondant à l'invitation mentionnée ci-avant — réunion qui, à la demande du Président de la Commission, avait toutefois été organisée dans les locaux de la Chambre —, qui avait rassemblé plus tôt dans la journée le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, les présidents des groupes parlementaires de la majorité de la Chambre et le Président de la Commission des Relations extérieures de la Chambre. Cette réunion avait cependant été levée dès contestation du fait qu'il n'y avait pas d'accord possible entre les participants sur la manière de juger de la confidentialité à donner ou non aux informations qui seraient reçues.

2. Position du Gouvernement

Lors de la deuxième réunion tenue le 6 février, le Ministre des Affaires étrangères déclare qu'il soumettra incessamment une proposition au Gouvernement, pour que celui-ci prenne une décision sur la procédure d'enquête adéquate. En tout état de cause, celle-ci devra être confiée à une instance objective, et les fonctionnaires mis en cause devront avoir la possibilité de se défendre.

Un membre déclare accepter que soit laissé au Gouvernement le choix de la procédure d'enquête suivie.

Il souhaite expressément que les conclusions de cette enquête, qui devra respecter les droits de la défense, soient communiquées à la Commission.

landse Zaken bij wijze van inleiding mee dat de Eerste Minister de fractievoorzitters van de Kamer en de voorzitter van de Commissie uitnodigt voor een informatievergadering over de vertrouwelijke aspecten van dit dossier.

Verscheidene leden achten dit voorstel onaanvaardbaar. Zij wijzen erop dat een dergelijke formule haaks staat op de letter, op de geest en op de aard zelf van de parlementaire controle.

Voorts constateren zij ook dat de Regering niet bereid is in te gaan op het verzoek van de Commissie om de nota's van 13 en 23 januari voor te leggen.

In diezelfde vergadering ten slotte, heeft de heer Gol tijdens zijn interpellatie tot de Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Ontwikkelingssamenwerking over « de financiering met Belgische overheidsfondsen van activiteiten van terroristische organisaties naar aanleiding van de afhandeling van de Silco-zaak » (zie *Beknopt Verslag en Parlementaire Handelingen* van de openbare vergadering van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van donderdag 7 februari 1991) herhaaldelijk uit de nota van 23 januari geciteerd.

*
* *

Tijdens de vergadering van 11 februari doet de Voorzitter verslag van de vergadering die op voornoemde uitnodiging moest volgen maar op verzoek van de Voorzitter van de Commissie echter in de Kamer zelf werd gehouden. Eerder die dag waren daartoe de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Zaken, de fractievoorzitters van de meerderheid van de Kamer en de Voorzitter van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen bijeengekomen. Die vergadering werd evenwel gesloten toen bleek dat de deelnemers het niet eens konden worden over de manier waarop aan de inlichtingen al dan niet een vertrouwelijk karakter diende te worden verleend.

2. Standpunt van de Regering

Tijdens de tweede vergadering van 6 februari verklaart de Minister van Buitenlandse Zaken dat hij de Regering weldra een voorstel zal voorleggen over de door haar te nemen beslissing inzake een adequate onderzoeksprocedure. Wat er ook van zij, het onderzoek moet worden toevertrouwd aan een objectieve instantie en de bij de zaak betrokken ambtenaren moeten de gelegenheid krijgen om zich te verdedigen.

Een lid stemt ermee in om de keuze van de onderzoeksprocedure aan de Regering over te laten.

De besluiten van dat onderzoek — dat de rechten van de verdediging moet eerbiedigen — wenst hij uitdrukkelijk aan de Commissie medegedeeld te zien.

II. — EXPOSE DE L'AUTEUR PRINCIPAL DE LA PROPOSITION

— Les précédents

Durant les dernières années, des commissions d'enquête ont été créées par la Chambre pour « examiner les causes, les circonstances et les leçons à tirer des événements tragiques qui se sont déroulés lors de la rencontre de football Liverpool-Juventus de Turin le mercredi 29 mai 1985 », pour « examiner les livraisons d'armes et munitions faites par la Belgique aux pays impliqués dans un conflit armé ou frappés d'embargo sur les armes », pour « étudier la portée, les causes et les conséquences des fraudes et des infractions au Traité de Non-prolifération qui auraient éventuellement été commises par le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire (C.E.N.) ou par d'autres entreprises connexes » et pour « examiner la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée »; à l'heure actuelle, le Sénat a chargé une commission d'enquête « d'examiner les révélations récentes quant à l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international connu sous le nom de « Gladio ». Dans aucun de ces cas, le PVV ne s'est opposé à la création d'une commission d'enquête, qu'il ait été dans la majorité ou dans l'opposition.

Eu égard à la gravité des faits en cause et au nombre de questions qui se posent (voir ci-après), il serait impensable que, dans le cas présent, les partis de la majorité actuelle ne partagent pas cette position.

— Les contre-vérités du Gouvernement

Sur cinq points au moins, il s'avère que le Gouvernement n'a pas dit la vérité au Parlement :

1° en soutenant, jusqu'au 13 janvier dernier, qu'il ne négocierait jamais avec des terroristes;

2° en déclarant d'abord que la libération de Saïd Nasser avait été effectuée en stricte application de la loi Lejeune, alors qu'il s'est avéré par la suite que le procureur général avait émis un avis négatif;

3° en donnant de l'explication de la présence de Walid Khaled à Bruxelles des versions successives et différentes : « debriefing », puis promotion de l'image de Walid Khaled au sein de sa propre organisation, puis règlement des détails pratiques entourant la libération des Houtekins;

4° en disant d'abord que Walid Khaled avait été expulsé sur ordre du Premier Ministre, alors que ce dernier a déclaré par la suite devant la Commission (réunion publique de la Commission des Relations extérieures de la Chambre du jeudi 24 janvier 1991) que

II. — UITEENZETTING VAN DE HOOFDINDIENER VAN HET VOORSTEL

— Precedenten

De afgelopen jaren heeft de Kamer diverse parlementaire onderzoekscommissies ingesteld, met name de parlementaire onderzoekscommissie « naar de oorzaken, de omstandigheden en de lessen die moeten worden getrokken uit de tragische gebeurtenissen die zich op woensdag 29 mei 1985 tijdens de voetbalwedstrijd Liverpool-Juventus Turijn hebben voorgedaan », de onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de Belgische levering van wapens en munitie aan landen die in een gewapend conflict verwickeld zijn of waartegen een wapenembargo geldt », de onderzoekscommissie voor de « studie van de draagwijdte, de oorzaken en de gevolgen van de mogelijke fraudeschandalen en eventuele overtredingen op het Non-Proliferatieverdrag door het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) of aanverwante bedrijven », en de onderzoekscommissie belast met het onderzoek « naar de wijze waarop de bestrijding van het banditisme en het terrorisme georganiseerd wordt ». Thans heeft de Senaat een onderzoekscommissie belast met het onderzoek « van de recente onthullingen betreffende het bestaan in België van een clandestien internationaal inlichtingennetwerk, bekend onder de naam « Gladio » ». In geen van die gevallen heeft de PVV zich vanuit de oppositie, noch vanuit de meerderheid ooit tegen de instelling van een onderzoekscommissie verzet.

Gelet op de ernst van de desbetreffende feiten en op het aantal vragen (zie hieronder) dat is gerezen, is het ondenkbaar dat de huidige meerderheidspartijen dat standpunt in dit geval niet delen.

— De onwaarheden van de Regering

Op ten minste vijf punten is gebleken dat de Regering het Parlement niet de waarheid heeft verteld :

1° door tot 13 januari jl. vol te houden dat de Regering nooit met terroristen zou onderhandelen;

2° door aanvankelijk te verklaren dat Saïd Nasser met strikte toepassing van de wet Lejeune is vrijgelaten, terwijl naderhand is gebleken dat de procureur-generaal een ongunstig advies had uitgebracht;

3° door voor de aanwezigheid van Walid Khaled te Brussel achtereenvolgens verschillende verklaringen te geven : het houden van een « debriefing », vervolgens het bevorderen van Walid Khaleds imago in zijn eigen organisatie en ten slotte het afhandelen van een aantal praktische details betreffende de vrijlating van het gezin Houtekins;

4° door aanvankelijk te verklaren dat Walid Khaled op bevel van de Eerste Minister het land was uitgezet, terwijl laatstgenoemde achteraf in de Commissie (tijdens de op donderdag 24 januari 1991 gehouden openbare vergadering van de Commissie voor de Buiten-

« M. Walid Khaled a quitté le pays de sa propre volonté »;

5° en parlant d'abord de sanctions à l'encontre des fonctionnaires mis en cause, pour dire ensuite que ceux-ci avaient présenté leur démission et avaient été mis à la disposition du département.

Cette succession de déclarations contradictoires remplace la nécessité de faire la clarté sur ce dossier.

— L'audition des diplomates mis en cause

Le Gouvernement n'accepte pas que les diplomates mis en cause soient entendus par le Parlement, dont la tâche est pourtant de contrôler l'Exécutif. Or, ce rôle, le Parlement pourrait l'exercer par l'intermédiaire d'une commission d'enquête.

En outre, cette procédure offrirait aux fonctionnaires mis en cause des garanties inexistantes dans une simple enquête administrative au sein du département des Affaires étrangères.

— Les nombreuses questions sur lesquelles une commission d'enquête devrait faire la clarté

Les questions auxquelles une commission d'enquête parlementaire devrait répondre pour que toute la lumière soit enfin faite sur le dossier Silco sont les suivantes :

Les otages du Silco

1. Où et quand les passagers du Silco ont-ils été pris en otage ? Cette prise d'otages a-t-elle eu lieu au large d'Israël, du Liban ou de la Libye ?

2. Qui étaient leurs ravisseurs ?

3. Où ont-ils été pris en otage ? Où ont-ils été détenus, pendant combien de temps et dans quelles conditions ? Selon une déclaration du Président français, M. Mitterrand, les otages n'auraient jamais quitté la Libye.

4. Est-il exact que les otages pouvaient circuler librement sur la côte libyenne pendant que l'on négociait leur libération ?

5. Que faisaient les otages du Silco en Méditerranée ? quelles étaient leurs activités ? On parle de trafic de stupéfiants.

6. Dans quelle mesure les informations de Mme Maes (voir *Compte rendu analytique* et *Annales* de la réunion publique de la Commission des Relations extérieures du mercredi 30 janvier 1991) sur d'éventuelles missions d'espionnage des Houtekins, sur la participation à un commerce ou à un trafic d'armes et sur la livraison de matériel nucléaire à l'Irak sont-elles exactes ? Au cours de la tribune radiodiffusée du jeudi 7 février réservée à son parti, M. Gabriëls, président de la Volksunie, a fait la déclaration suivante

landse Betrekkingen van de Kamer) heeft verklaard dat « de heer Walid Khaled het land vrijwillig heeft verlaten »;

5° door eerst te spreken van sancties ten aanzien van de bij de zaak betrokken ambtenaren, en nadien mee te delen dat deze hun ontslag hebben aangeboden en ter beschikking van het departement zijn gesteld.

Deze opeenvolging van tegenstrijdige verklaringen noopt er des te meer toe in deze aangelegenheid duidelijkheid te scheppen.

— Verhoor van de bij de zaak betrokken diplomaten

De Regering aanvaardt niet dat de betrokken diplomaten door het Parlement worden verhoord, ondanks het feit dat het Parlement als taak heeft de uitvoerende macht te controleren. Deze taak kan het Parlement door middel van een onderzoekscommissie vervullen.

Voorts biedt deze procedure de betrokken ambtenaren garanties die zij in het kader van een louter ambtelijk onderzoek binnen het departement van Buitenlandse Zaken niet hebben.

— De talrijke vragen waarop de onderzoekscommissie een duidelijk antwoord zou moeten verschaffen

De vragen waarop een parlementaire onderzoekscommissie een antwoord moet zoeken om in het Silco-dossier eindelijk de waarheid te achterhalen, zijn de volgende :

De Silco-gijzelaars

1. Waar en wanneer werden de Silco-gijzelaars opgepikt ? Gebeurde dit vóór de Israëlitische, de Libanese of de Libische kust ?

2. Door wie werden zij opgepikt ?

3. Waar werden zij gegijzeld ? Waar verbleven zij, hoe lang en in welke omstandigheden ? Luidens een verklaring van de Franse president Mitterrand zouden de gijzelaars Libië nooit hebben verlaten.

4. Is het juist dat de gijzelaars zich vrij konden bewegen aan de Libische kust terwijl over hun lot werd onderhandeld ?

5. Wat deden de Silco-gijzelaars in de Middellandse Zee ? Wat waren hun activiteiten ? Er wordt gesproken over drughandel.

6. In hoeverre zijn de informatie van mevrouw Nelly Maes (zie *Beknopt Verslag en Parlementaire Handelingen* van de openbare vergadering van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, van woensdag 30 januari 1991) correct over mogelijke spionageopdrachten van de Houtekins, over vertakkingen met wapenhandel of -smokkel en de levering van nucleair materieel aan Irak ? In de VU-radio-tribune van donderdag 7 februari zegde de heer Gabriëls, voorzitter van de VU, het volgende over de

sur la famille Houtekins : « Il n'y a absolument rien de vrai dans tous ces ragots qui ont été propagés à ce sujet. On ne peut peut-être pas en dire autant de la branche française, à propos de laquelle il y aurait des choses à dire ! » Qu'est-ce que cela signifie ?

Le docteur Cools et le Ministre du Commerce extérieur

7. Comme il est d'usage en pareil cas (cf. en France), le dossier du Silco et le dossier du docteur Cools ont été confiés aux services secrets, en l'occurrence à la Sûreté de l'Etat. Pourquoi ces services se sont-ils vu retirer ces deux dossiers en mars de l'année dernière ? Pourquoi des diplomates et des hommes politiques ont-ils été impliqués dans ces affaires ?

8. Le voyage en Libye du Ministre du Commerce extérieur et la visite de la délégation de la Volksunie au Président libyen Kadhafi ont-ils eu lieu en accord avec les négociateurs belges ? Dans l'affirmative, quel a été leur rôle ?

9. La note du 18 décembre 1989 adressée par le Ministre du Commerce extérieur au Comité ministériel des Relations extérieures et demandant la levée de l'embargo appliqué à l'encontre de l'Irak est-elle une conséquence des négociations menées par ce Ministre en vue de la libération de Jan Cools ?

L'intervention ultérieure (voir question 8) de la Volksunie dans les négociations n'est-elle pas due au fait que le Ministre du Commerce extérieur n'a pas pu respecter ses engagements initiaux ?

10. Jusqu'à quelle date M. Kamps a-t-il été au service du SDRA et quelles fonctions y a-t-il exercées au cours des dernières années ? Est-il vrai qu'il est demeuré en fonction au sein de l'armée jusqu'en fin 1989 ? A-t-il déjà participé aux négociations dans l'affaire Jan Cools en qualité de militaire ?

11. Quelles sont les liens qui unissent l'avocat de Saïd Nasser, M. Walley, et Walid Khaled ? Est-il exact qu'ils ont été en contact dès 1987 afin de négocier la libération de Nasser ?

12. Quelles promesses ont été faites, et par qui, afin d'obtenir la libération de Jan Cools ? Quelle rançon a-t-on versée, qui l'a versée et à qui l'a-t-on versée ? Le porte-parole d'Abou Nidal, Walid Khaled, ou un autre membre du groupe a-t-il servi d'intermédiaire pour cette libération ?

13. Quelles contreparties a-t-on promises au chef d'Etat libyen Kadhafi ? Quelles promesses lui a-t-on faites dans l'affaire Cools ? Le docteur Jan Cools a reconnu que des contrats auraient été conclus avec la Libye pour un montant de 2 milliards de francs. De quels contrats s'agit-il ?

Le Ministre du Commerce extérieur et la Libyan Arab Airlines

14. La réparation et la modernisation d'un avion militaire C130 de la *Libyan Arab Airlines* à Ostende faisaient-elles partie du marché ?

famille Houtekins : « daar is totaal niets mee aan de hand, wat er ook aan roddelverhalen daarover mogen de wereld ingestuurd zijn. Ditzelfde kan misschien niet gezegd worden van de Franse tak waar wel één en ander over te zeggen is ! ». Wat betekent dit ?

Dr. Cools en de Minister van Buitenlandse Handel

7. Het Silco- en het Dr. Cools-dossier werden zoals gebruikelijk in dergelijke gevallen (cf. Frankrijk), toevertrouwd aan de geheime diensten, in casu de Staatsveiligheid. Waarom werden in maart van vorig jaar de twee dossiers aan deze diensten onttrokken ? Waarom werden diplomaten en politici in deze zaak betrokken ?

8. Gebeurden de reizen van de Minister van Buitenlandse Handel en van de VU-delegatie naar de Libische President Kadhafi in overleg met de Belgische onderhandelaars ? Zo ja, wat was hun rol ?

9. Was de nota van 18 december 1989 van de Minister van Buitenlandse Handel aan het Ministerieel Comité voor Buitenlandse Betrekkingen om de embargomaatregel tegen Irak op te heffen een gevolg van zijn onderhandelingen voor de vrijlating van Jan Cools ?

Is het latere optreden (zie vraag 8) van de VU in de onderhandelingen niet het gevolg geweest van het feit dat de Minister van Buitenlandse Handel zijn oorspronkelijke engagementen niet kon nakomen ?

10. Tot wanneer was de heer Kamps in dienst bij de SDRA, en welke functies vervulde hij er de laatste jaren ? Is het zo dat hij tot eind 1989 in militaire dienst bleef ? Onderhandelde hij reeds in zijn militaire hoedanigheid in het dossier van Dr. Jan Cools ?

11. Welke zijn de banden tussen de advocaat van Saïd Nasser, de heer Walley, en Walid Khaled ? Deze zouden reeds in 1987 met mekaar in contact zijn geweest om over de vrijlating van Nasser te onderhandelen. Is dit juist ?

12. Welke toezeggingen werden gedaan om Dr. J. Cools vrij te krijgen en door wie ? Welke prijs, door wie en aan wie werd er betaald ? Fungeerde Aboe Nidals woordvoerder Khaled of iemand anders van de groep als tussenpersoon ?

13. Welke tegenprestaties werden toegezegd aan de Libische leider Kadhafi ? Welke toezeggingen werden hem gedaan in de zaak Cools ? Dokter Jan Cools gaf toe dat voor twee miljard contracten met Libië zouden worden afgesloten. Over welke contracten gaat het ?

De Minister van Buitenlandse Handel en Libyan Arab Airlines

14. Behoorde het herstel en de updating van een C130 militair vliegtuig van *Libyan Arab Airlines* te Oostende tot de deal ?

15. Dans la négative, pourquoi le département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a-t-il autorisé la firme Fame à effectuer cette modernisation, et ce malgré l'embargo à l'encontre de la Libye ?

16. Pourquoi l'appareil militaire libyen est-il aujourd'hui mis à la chaîne, après le dérapage de l'affaire du Silco, alors que le ministère de la Défense nationale était au courant de la présence d'un avion militaire libyen sur le territoire belge au moins depuis la révélation de l'affaire dans le *Flight International* du 3 septembre 1990 ?

17. Les autorités belges ont-elles reçu une protestation à ce sujet de la part de l'ambassade américaine ? Si oui, pourquoi n'ont-elles réagi que le 23 janvier dernier ? Est-ce parce que cette affaire était un élément des accords passés avec le colonel Kadhafi ?

18. Quand, avec qui et pourquoi le Ministre du Commerce extérieur se rendra-t-il prochainement en Libye ?

Le marché du « Silco »

19. Quels accords ont été conclus et quels engagements ont été pris dans l'affaire du « Silco » ? Leur liste ne cesse de s'allonger au fil du temps. Cette liste est-elle complète si l'on cite l'octroi de deux bourses d'études à des personnes à désigner par Abou Nidal, l'augmentation de l'aide aux Palestiniens à concurrence de 200 millions en deux ans, l'établissement de contacts permanents avec le groupes Abou Nidal ? Ou peut-on s'attendre à d'autres révélations ?

20. Le mandat de négocier a-t-il été donné par écrit par le cabinet restreint ? Dans l'affirmative, quand a-t-il été donné et quel était son contenu ?

21. Quels membres du Gouvernement ont participé au processus de décision au sujet de l'échange de Saïd Nasser ? Cette décision a-t-elle été prise le 10 avril 1990, ainsi que l'a affirmé le Premier Ministre ? D'autres éléments, si non tous les éléments des efforts ultérieurs que notre pays allait devoir consentir pour obtenir la libération des otages étaient-ils d'ores et déjà connus ? Les mêmes membres du Gouvernement ont-ils dès alors pris une décision à ce sujet ?

22. Quand on a lu les deux passages suivants de la déclaration que Saïd Nasser a faite à l'issue de son procès, l'obligation de faire preuve d'amendement, prévue par la loi Lejeune, prend toute son importance.

Première citation : « Vous demandez comment l'idée m'est venue de commettre cet attentat à la grenade. Je vous réponds que les conséquences d'un attentat à la grenade sont plus graves que celles d'un attentat au fusil. Autrement dit, les chances de survie après un attentat à la grenade sont plus réduites. Mon intention était donc bien de faire un maximum de victimes.

15. Zo neen, waarom gaf het Departement van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel toch de toestemming aan de Firma Fame om deze updating uit te voeren, ondanks het bestaan van een embargo t.o.v. Libië ?

16. Waarom werd nu na het ontsporen van de Silco-affaire het Libisch militair vliegtuig aan de ketting gelegd, terwijl het ministerie van Landsverdediging minstens sinds het uitbrengen van de zaak op 3 september 1990 in *Flight International* op de hoogte was van de aanwezigheid van een Libisch militair vliegtuig op Belgisch grondgebied ?

17. Ontving de Belgische overheid hierover een protest vanwege de VS-ambassade ? Zo ja, waarom reageerde de Belgische overheid pas op 23 januari jongstleden ? Is het omdat deze zaak een onderdeel uitmaakte van de afspraken met de Libische leider Kadhafi ?

18. Wanneer, met wie en waarvoor trekt de Minister van Buitenlandse Handel binnenkort naar Libië ?

De Silco-ruil

19. Welke overeenkomsten werden afgesloten en welke toezeggingen werden er gedaan in de Silco-affaire ? Naarmate de tijd vordert, wordt de lijst blijkbaar altijd maar omvangrijker. Is de lijst volledig wanneer men het heeft over het afleveren van twee studiebeurzen aan personen aan te duiden door Abou Nidal, over het optrekken van de steun aan Palestijnen tot 200 miljoen over twee jaar, en over het onderhouden van blijvende contacten met de Aboe-Nidalgroep ? Of mogen we nog meer onthullingen verwachten ?

20. Werd het mandaat voor onderhandelen schriftelijk omschreven door de regeringstop ? Zo ja, wanneer en wat was de inhoud van het gegeven mandaat ?

21. Welke regeringsleden namen deel aan de besluitvorming rond de ruil van Saïd Nasser ? Viel deze beslissing op 10 april 1990 zoals gezegd door de Eerste Minister ? Waren toen al andere, zoniet alle elementen gekend die deel uitmaakten van de verdere inspanningen die ons land zou moeten leveren om de gijzelaars vrij te krijgen ? Werd hieromtrent toen reeds door dezelfde regeringsleden een beslissing genomen ?

22. Na lezing van volgende twee passages uit de verklaring van Saïd Nasser, bij het besluiten van zijn proces, heeft de eis tot betonen van berouw voorzien in de wet Lejeune, alle waarde. Eerste citaat : « U vraagt mij hoe het in mijn gedachten opkwam dat dit met een granaat zou moeten gebeuren. Ik antwoord u hierop dat de gevolgen van een aanslag met een granaat ernstiger zouden zijn dan wanneer men met een geweer schiet. Het is dus wel hieronder verstaan dat de kans op overleven na aanslag met een granaat geringer is. Het was dus wel de bedoeling dat er zoveel

Vous devez comprendre qu'il ne s'agit pas d'un jeu, mais d'une libération du peuple de la Palestine ».

Deuxième citation : « Je ne regrette pas ce qui s'est passé. Je tiens même à ajouter que si, un jour, je retrouve ma liberté, je n'hésiterai pas à recommencer. Il vous est peut-être difficile de comprendre cette attitude, mais vous qui, en Belgique, possédez votre propre maison sur votre propre territoire, vous avez aussi lutté pour secouer le joug de l'occupant allemand. C'est le même combat que je dois aujourd'hui mener pour affranchir mon pays de la mainmise sioniste. Le Gouvernement belge ferait bien de se rallier à notre point de vue, sans quoi le sang pourrait couler. »

Ces déclarations ont été conclues par la formule consacrée : « Après lecture, persiste et signe ». Saïd Nasser ne les a jamais rétractées. Il n'est dès lors pas étonnant que le Parquet n'ait pas émis un avis favorable concernant une libération anticipée de l'intéressé.

Comment peut-on concilier les explications du Gouvernement concernant la loi Lejeune avec le fait que Nasser n'a jamais voulu faire « preuve d'amendement », comme la loi le prévoit, ni, a fortiori, consigner son repentir par écrit ?

23. Quels projets palestiniens a-t-on accepté de soutenir ? Quand et par qui ont-ils été présentés ? Quel en est l'objet ? Comment seront-ils financés ? Avec qui sont-ils mis au point ? Avec l'organisation terroriste Abou Nidal ?

Walid Khaled

24. La délivrance d'un visa à Walid Khaled faisait-elle partie de l'accord conclu à propos des otages du Silco ? Qui était au courant ? Pourquoi un visa « multi-entry » a-t-il été délivré ?

25. Pourquoi, après la délivrance du visa, le département des Affaires étrangères n'a-t-il pas averti immédiatement le ministère de la Justice, ainsi qu'il est d'usage ? Le Ministre de la Justice estime qu'une faute formelle grave a été commise en l'occurrence. Par qui et comment sera-t-elle sanctionnée ?

26. Pourquoi Walid Khaled a-t-il été accompagné pendant son voyage par Anne De Brandt, secrétaire de Jan Kamps ? Étaient-ils tous deux attendus à Zaventem par Mme Mia Van Gendt, secrétaire de Jan Hollants Van Looke ? L'ont-elles accompagné jusqu'à Anvers ? A l'hôtel Diplomat ?

27. Pourquoi négocie-t-on à présent directement, et sur le territoire belge, avec des terroristes, alors que le Ministre des Affaires étrangères avait prétendu le contraire dans l'affaire Cools ? Le Premier Ministre avait lui aussi démenti qu'il y eût des négociations avec les terroristes (le Ministre des Affaires étrangères

mogelijk dodelijke slachtoffers zouden vallen. U moet wel begrijpen, dat is hier geen spelletje maar een militaire aktie ter bevrijding van het volk van Palestina », aldus Saïd Nasser.

Tweede citaat : « Ik heb geen spijt van het gebeuren. Ik wil hier zelfs nog spontaan aan toevoegen dat als ik ooit vrij kom, ik nog ongetwijfeld hetzelfde zal doen. U kunt dit standpunt misschien moeilijk begrijpen, maar U in België bezit uw eigen huis op uw eigen grond, maar tegen de overheersing van de Duitse bezetters hebt u zich destijds ook geweed. Zo moet ik mij thans verzetten tegen de inpalming door de zionisten in mijn land. De Belgische regering zou er goed aan doen ons standpunt in te nemen, anders zou die wel eens kunnen leiden tot bloedvergieten », aldus Saïd Nasser.

Deze verklaringen werden besloten met de geijkte formule : « na voorlezing volhardt en tekent ». Ze werden nooit door Nasser ingetrokken of herroepen. Het is dan ook niet te verwonderen dat het Parket geen gunstig advies verleende voor een vervroegde vrijlating.

Hoe valt de uitleg van de regering over de wet Lejeune te rijmen met het feit dat Nasser nooit de in de wet voorziene « akte van berouw » heeft willen afleggen, laat staan te schrift te stellen ?

23. Welke Palestijnse projecten werden toegezegd ? Wanneer en door wie werden ze ingediend ? Welk is hun voorwerp ? Hoe zullen ze worden gefinancierd ? Met wie worden ze overlegd ? Met de terreurorganisatie Abou Nidal ?

Walid Khaled

24. Behoorde het verstrekken van een visum aan Walid Khaled tot de overeenkomst die werd afgesloten omtrent de Silco-gijzelaars ? Wie was hiervan op de hoogte ? Waarom werd een multi-entry-visum afgeleverd ?

25. Waarom verwittigde het departement van Buitenlandse Zaken, na de aflevering van het visum, niet onmiddellijk het ministerie van Justitie zoals dat gebruikelijk is ? Er werd hier luidens de Minister van Justitie een zware formele fout begaan. Door wie en hoe zal ze gesanctioneerd worden ?

26. Waarom werd Walid Khaled voor zijn reis begeleid door Anne De Brandt, de secretaresse van Jan Kamps ? Werden ze beiden in Zaventem opgewacht door mevrouw Mia Van Gendt, de secretaresse van Jan Hollants Van Looke ? Hebben ze hem begeleid op een trip naar Antwerpen ? Naar zijn hotel Diplomat ?

27. Waarom wordt nu wel rechtstreeks en dan nog op Belgisch grondgebied met terroristen onderhandeld, daar waar de Minister van Buitenlandse Zaken in de zaak Cools net het tegenovergestelde, verklaarde ? Ook de Eerste Minister ontkende onderhandelingen met de terroristen (de Minister van

par le biais de l'agence Belga, le 16 juin 1989, le Premier Ministre sur RTL le 13 janvier 1991).

28. Pourquoi le Ministre des Affaires étrangères n'a-t-il pas informé le Premier Ministre lorsqu'il a appris pour la première fois la présence de Walid Khaled sur le territoire belge ? N'est-ce pas parce qu'il partait de l'hypothèse que le Premier Ministre était déjà au courant de la venue de Khaled ?

29. Que venait faire au juste Walid Khaled ? Qu'est-ce qui justifiait un permis de trois mois et sa présence physique à Bruxelles ? (Il existe à ce propos des déclarations contradictoires).

30. Quels contacts Walid Khaled a-t-il eu après ses entrevues avec M. Hollants Van Loocke ? Sur quoi a porté l'entretien avec M. Hollants Van Loocke ?

31. Comment Walid Khaled a-t-il pu passer sans encombre le contrôle douanier de Zaventem ?

32. Qui a signalé la présence de Walid Khaled, entraînant son interpellation « fortuite » sur la Grand Place de Bruxelles ? Une enquête a-t-elle déjà été ouverte à cet égard quant au rôle éventuel de la direction du département des Affaires étrangères et du service de renseignements militaire (SDRA) ?

33. Pourquoi la police de Bruxelles a-t-elle pris contact avec M. Hollants van Loocke au lieu de prévenir le parquet ?

34. Pourquoi Walid Khaled a-t-il été expulsé au lieu d'être mis à la disposition du parquet ? M. Schwebach, chef de la Sûreté de l'Etat, était au courant, dès le 15 janvier vers 16 heures, de la présence de Khaled en Belgique : pourquoi n'a-t-il pas fait immédiatement le nécessaire pour procéder à son arrestation au lieu de décider la nuit, vers 3 heures, avec Alex Reyn de conduire Khaled à Zaventem et de l'embarquer dans un avion pour Zürich ?

Fautes et sanctions

35. Qui devait prévenir les autorités suisses de l'expulsion de Khaled ? Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ? De nombreuses règles internationales formelles ont été transgressées. Qui sera sanctionné ?

36. Où en sont les sanctions à prendre à l'encontre des diplomates qui ont commis des brèves, MM. Reyn et Van Loocke ? Le Ministre de la Justice a-t-il fait usage de son droit d'injonction positive pour les faire poursuivre également sur la base des articles 115, 151 et 240 du Code pénal ? Qui dirige l'enquête administrative au sein du département ? Où en est cette enquête ? Quand sera-t-elle terminée ?

37. Pourquoi la note à laquelle le Premier Ministre a fait allusion au Parlement et dont il a éventé le contenu au travers des groupes de la majorité pour prouver l'innocence de M. Eyskens et obtenir ainsi la confiance de la majorité n'est-elle ni signée ni datée ?

Buitenlandse Zaken via persagentschap Belga op 16 juni 1989 — de Eerste Minister op RTL op 13 januari 1991).

28. Waarom lichtte de Minister van Buitenlandse Zaken de Eerste Minister niet in toen hij voor het eerst de aanwezigheid vernam van Walid Khaled op Belgisch grondgebied ? Gebeurde dit niet omdat hij ervan uitging dat de Eerste Minister reeds op de hoogte was van de komst van Khaled ?

29. Wat kwam Walid Khaled juist doen ? Wat noodzaakte een vergunning van drie maanden en zijn fysieke aanwezigheid te Brussel ? Hierover bestaan tegenstrijdige verklaringen.

30. Welke contacten had Walid Khaled naast zijn ontmoetingen met de heer Hollants Van Loocke ? Wat was de inhoud van het gesprek met de heer Hollants Van Loocke ?

31. Hoe kon Walid Khaled zonder de minste tegenstand de douanecontrole te Zaventem passeren ?

32. Wie tipte de aanwezigheid van Walid Khaled, die leidde tot zijn « toevallige » ontdekking bij de Brusselse markt ? Werd hier reeds een onderzoek ingesteld naar de mogelijk rol van de leiding van het departement Buitenlandse Zaken en van de militaire veiligheidsdienst SDRA ?

33. Waarom nam de Brusselse politie contact op met de heer Hollants Van Loocke in plaats van het Parket in te lichten ?

34. Waarom werd Walid Khaled uitgewezen in plaats van hem ter beschikking te stellen van het Parket ? De heer Schwebach, hoofd van de Staatsveiligheid, was op 15 januari omstreeks 16 uur reeds op de hoogte van de aanwezigheid van Khaled : waarom deed hij niet onmiddellijk het nodige om tot aanhouding over te gaan in plaats van 's nachts, omstreeks 03 uur, samen met Alex Reyn te beslissen Khaled naar Zaventem te voeren en hem op een vlucht naar Zürich te zetten ?

Fouten en sancties

35. Wie moest de Zwitserse autoriteiten verwittigen over de uitwijzing van Khaled ? Waarom gebeurde dit niet ? Tal van formele internationale regels werden hier overtreden. Wie wordt in deze gesanctioneerd ?

36. Hoever staat het met de sancties ten opzicht van de blunderende diplomaten, de heren Reyn en Hollants Van Loocke ? Maakte de Minister van Justitie van zijn positief injunctierecht gebruik om ze ook op basis van de artikelen 115, 151 en 240 strafrechtelijk te laten vervolgen ? Wie leidt het administratief onderzoek binnen het departement ? Hoever staat het ermee ? Wanneer wordt het afgerond ?

37. Waarom is die nota die de Eerste Minister in het Parlement vermeldde, en die hij liet uitlekken via de meerderheidsfracties om de onschuld van Minister Eyskens te bewijzen en zodoende het vertrouwen van de meerderheid te bekomen, noch getekend, noch

Quelle est la valeur de ce document ? Les groupes de la majorité ont-ils été dupés par le Premier Ministre ?

38. M. Hollants Van Looke a-t-il été convoqué chez le Premier Ministre ? Les rapports ne doivent-ils pas suivre la voie hiérarchique ? Quel rôle le Secrétaire général, M. Roelandts, a-t-il joué dans toute cette affaire ? Ne faisait-il pas déjà partie de la délégation du Ministre du Commerce extérieur qui s'est rendue chez Kadhafi ?

Inexactitudes

39. La note divulguée, qui est attribuée à M. Hollants Van Looke a été transmise au Premier Ministre le 23 janvier. Dans cette note, les diplomates plaident soi-disant coupables. Au cours de la réunion de commission du 24 janvier, le Premier Ministre déclare néanmoins que les fonctionnaires ont agi de bonne foi. La version selon laquelle les diplomates auraient délibérément « trompé » le Ministre des Affaires étrangères n'apparaît que le 31 janvier. Comment cela s'explique-t-il ?

40. Il ressort en outre de la même note du 23 janvier qu'il n'y a pas eu de problème de communication entre M. Kamps et les diplomates bruxellois. Pourtant, le 24 janvier, le Premier Ministre faisait état d'un « problème de communication » au Parlement. Il est d'ailleurs apparu par la suite des télex échangés entre M. Kamps et Bruxelles que l'octroi du visa faisait partie intégrante de l'accord conclu avec Khaled. Pourquoi le Premier Ministre n'a-t-il pas non plus dit la vérité sur ce point ?

41. Combien le Premier Ministre a-t-il donné de versions de la note attribuée à M. Hollants Van Looke ? Le directeur général de la politique a-t-il réellement rédigé cette note ou l'a-t-il simplement remise au Premier Ministre ? Le véritable auteur de la note n'est-il pas le secrétaire général, M. Roelandts ?

42. Qui assume, au sein du Gouvernement, la responsabilité des erreurs que les diplomates de haut rang, MM. Reyn et Hollants van Looke, ont commises. Le Ministre des Affaires étrangères, déclare à présent qu'il n'était au courant de rien. C'est le contraire qui s'est avéré dans l'intervalle. Il a d'abord trouvé tout à fait normal qu'on délivre le visa en question. Ce n'est qu'après, lorsque l'orage a éclaté et que le Premier Ministre a qualifié cette affaire d'« erreur d'appréciation », que le Ministre des Affaires étrangères s'en est lavé les mains.

Tous les principaux ministres n'ont-ils pas été associés étroitement à cette affaire, n'assument-ils pas une responsabilité collective, et n'est-ce pas là la raison pour laquelle le Ministre Eyskens peut demeurer à son poste et les fonctionnaires sont obligés de s'accuser de tous les maux ?

Pour quelle autre raison le Ministre Tobback aurait-il participé à la réunion qui s'est tenue le jeudi 24 janvier 1991 au Lambermont pour entendre les

gedagtekend ? Wat is de waarde van dit document ? Werden de meerderheidsfracties « verschalkt » door de Eerste Minister ?

38. Werd de heer Hollants Van Looke bij de Eerste Minister ontboden ? Hoe zit het met het volgen van de hiërarchische weg bij de rapportering ? Welke rol speelde de secretaris-generaal, de heer Roelandts, in deze zaak ? Maakte hij niet reeds deel uit van de delegatie van de Minister van Buitenlandse Handel bij Kadhafi ?

Onjuistheden

39. De uitgelekte nota die aan de heer Hollants Van Looke wordt toegeschreven, zou aan de Eerste Minister zijn overgemaakt op 23 januari. In deze nota bekennen de diplomaten zogezegd schuld. Nochtans meldt de Eerste Minister tijdens de commissievergadering van 24 januari dat de ambtenaren ter goeder trouw handelden. De versie dat de Minister van Buitenlandse Zaken door zijn diplomaten moedwillig werd « verschalkt » duikt pas op op 31 januari. Hoe is zulks te verklaren ?

40. Uit dezelfde nota van 23 januari blijkt bovendien dat er geen sprake is van een communicatiestoornis tussen de heer Kamps en de Brusselse diplomaten. Nochtans vermeldde de Eerste Minister een « communicatiestoornis » op 24 januari op in het Parlement. Achteraf blijkt overigens uit het telexverkeer van de heer Kamps met Brussel dat het visum al lang een onderdeel uitmaakte van de deal met Khaled. Waarom zegde de Eerste Minister ook op dit punt niet de waarheid ?

41. Hoeveel versies van de nota die aan de heer Hollants Van Looke wordt toegeschreven werden door de Eerste Minister in circulatie gebracht ? Werd deze nota werkelijk door de directeur-generaal van de politiek geschreven of werd ze alleen maar door hem aan de Eerste Minister afgegeven ? Is de echte auteur van de nota niet secretaris-generaal Roelandts ?

42. Wie draagt in de Regering de verantwoordelijkheid voor de fouten die de topdiplomaten, de heren Reyn en Hollants van Looke, begingen ? De Minister van Buitenlandse Zaken, zegt nu dat hij van niets wist. Intussen blijkt het tegendeel. Hij vond het afleveren van het visum eerst zeer normaal. Het is pas achteraf, toen de storm losbarstte en de Eerste Minister het gebeuren een « beoordelingsfout » noemde, dat de Minister van Buitenlandse Zaken zijn handen in onschuld waste.

Is het niet zo dat de ganse regeringstop nauw bij de zaak werd betrokken, dat een collectieve verantwoordelijkheid wordt gedragen, dat daarom Minister Eyskens mag aanblijven en de ambtenaren gedwongen worden zich met alle zonden te beladen ?

Waarom nam Minister Tobback anders deel aan de vergadering van de « vierschaar » op donderdag 24 januari in de Lambermont ? Waarom overtuigde hij zijn

justifications du Ministre Eyskens ? Pourquoi a-t-il persuadé coûte que coûte son groupe de blanchir le Ministre Eyskens, au besoin au moyen d'une note sans valeur ? N'est-ce pas parce que la vérité est aussi très accablante pour lui, en dépit de toutes les déclarations solennelles qu'il a faites à la tribune de presse de la Chambre ?

La surenchère à laquelle le PS, la Volksunie et le CVP se livrent pour gagner les faveurs de l'opinion publique a donné lieu à des bévues impardonnables dans l'affaire des otages belges Cools et Houtekins-Kets. Les divergences de vues non dissimulées sur les limites à ne pas franchir qui se sont fait jour entre le Ministre de la Justice, M. Wathelet, et le Ministre de l'Intérieur, M. Tobback, d'une part, et le reste du Gouvernement, d'autre part, n'ont pas simplifié les choses. Les faits concernent la présence de Khaled à Bruxelles et la déclaration dure du Ministre Tobback sur la « démente » belge ont fait éclater l'abcès.

Il n'appartient pas aux hommes politiques ni aux diplomates de négocier avec des terroristes ou des gangsters. Ce rôle incombe aux services de police et aux services secrets.

Embarassé par toute l'affaire et surtout par ses conséquences pour la réputation de notre pays et ses institutions, le Gouvernement s'empêtre, depuis le 19 janvier où une fuite a révélé la présence de Walid Khaled en Belgique, dans un récit qui n'est qu'un tissu de mensonges visant à tromper, le Parlement et l'opinion publique.

Tout cela s'est fait sous la direction du Premier Ministre qui, à l'occasion d'une visite privée en Algérie, déclarait encore en décembre dernier qu'il était allé parler des otages du Silco, mais a déclaré par la suite qu'il n'était pas au courant de l'affaire.

Interpellé par le Parlement, il a convoqué les parlementaires à son cabinet au lieu de fournir le texte et les explications demandés aux élus de la Nation comme il se doit dans une démocratie parlementaire. Cette proposition n'avait d'autre but que de compromettre également l'opposition aux yeux de l'opinion publique.

L'intervenant estime que c'est à juste titre que le Parlement a qualifié cette proposition d'indécente et d'indigne d'un homme d'Etat et qu'elle n'aurait d'ailleurs jamais dû être formulée.

Ce sont l'absence de ligne directrice dans l'action du Gouvernement, le manque de cohésion en son sein et la rivalité mesquine et déplorable entre des membres du Gouvernement ayant perdu tout sens des normes, qui sont à l'origine de toute cette affaire.

Les intéressés ne peuvent plus qu'en tirer les conclusions qui s'imposent. S'ils ne le font pas, la véritable question sera de savoir si la majorité parlementaire actuelle continuera à tolérer que l'ensemble de la classe politique belge soit discréditée dans le pays et à l'étranger par la faute du Gouvernement. Car, que l'on ne s'y trompe pas : en couvrant comme ils l'ont fait jusqu'à présent, le Gouvernement dans cette affaire,

fractie kost wat kost Minister Eyskens vrij te pleiten, desnoods met een waardeloze nota ? Is het niet omdat de waarheid ook voor hem erg bezwarend is, en dit alle dure eden in de perstribune van de Kamer ten spijt ?

Het opbod tussen de PS, de Volksunie en de CVP om de publieke opinie te behagen, heeft in de zaak van de Belgische gijzelaars Cools en Houtekins-Kets tot onvergeeflijke blunders geleid. De openlijke meningsverschillen over hoever men te ver zou gaan met aan de ene kant de Minister van Justitie, de heer Wathelet, en de Minister van Binnenlandse Zaken, de heer Tobback, en aan de andere kant de rest van de Regering, heeft er de zaak niet eenvoudiger op gemaakt. Het uitlekken van de aanwezigheid van Khaled in Brussel en de stoere verklaring van Minister Tobback over de Belgische « waanzin » heeft de etterbuil doen openspatten.

Het is niet de taak van politici of diplomaten om met gangsters of terroristen te onderhandelen. Daarvoor bestaan de politie- en geheime diensten.

Beschaamd over het hele spel en vooral over de gevolgen ervan voor de reputatie van ons land en haar instellingen heeft de Regering zich sinds 19 januari, de dag dat de aanwezigheid van Khaled uitlekte, gestort in een verhaal van leugens en bedrog ten opzichte van het Parlement en de publieke opinie.

Dit alles gebeurde onder leiding van de Eerste Minister, die in december vorig jaar naar aanleiding van een privé-bezoek aan Algerije nog liet weten dat hij over de Silco-gijzelaars was gaan spreken, maar nadien vertelde hij dat hij van de zaak niet op de hoogte was.

Toen hij geïnterpelleerd werd door het Parlement, ontbood hij de parlementairen op zijn kabinet, in plaats van de gevraagde tekst en uitleg te verschaffen zoals dat in een parlementaire democratie hoort te gebeuren, met name aan de volksvertegenwoordiging. Dat voorstel diende enkel om ook de oppositie in de ogen van de publieke opinie te compromitteren.

Volgens spreker werd het terecht door het Parlement als onzinnelijk en voor een staatsman onwaardig bestempeld en had het nooit mogen worden geformuleerd.

Het is het gebrek aan leiding en samenhang in de Regering en de in deze verfoeilijke kleingeestige rivaliteit tussen regeringsleden die elk normbesef verloren, die tot schade en schande hebben geleid.

De betrokkenen kunnen thans enkel hun conclusies trekken. Doen ze dit niet, dan is de ultieme vraag of de huidige parlementaire meerderheid blijft toelaten dat de ganse Belgische politieke klasse door de huidige Regering in binnen- en buitenland alle krediet verkwanselt ? Dat men zich immers niet vergisse : de leden van dit Parlement worden omwille van de dekking die zij de Regering in deze zaak tot op heden heb-

les membres de ce Parlement ont comme jamais auparavant attiré le mépris de l'opinion publique. Seule une attitude courageuse et conséquente pourrait restaurer le crédit perdu.

III. — DISCUSSION GENERALE

Un membre met en exergue la « dérive morale » du Gouvernement en cette affaire.

Ce dernier n'a pas hésité à négocier directement avec une organisation terroriste, ce qui témoigne d'une perte totale du sens et de la hiérarchie des valeurs.

Walid Khaled est en effet le numéro deux d'une organisation qui a déjà perpétré de nombreux attentats et qui vise à éliminer tous ceux — les dirigeants de l'OLP en tête — qui pourraient contribuer à un rapprochement politique entre Israéliens et Palestiniens.

En deuxième lieu, le Gouvernement semble avoir érigé le mensonge, devant l'opinion publique et devant le Parlement, en système de gouvernement.

L'intervenant passe en revue les omissions du Gouvernement dans ses déclarations sur les négociations menées pour la libération des Houtekins, ainsi que celles de ses réponses qui ont par la suite été infirmées (le relevé fait par l'intervenant figure de manière détaillée dans l'interpellation de M. De Decker au Premier Ministre sur « les révélations incomplètes du Premier Ministre quant au contenu de l'accord intervenu entre la Belgique et le Fatah-CR à propos de la libération de la famille Houtekins et les fautes graves commises par le Gouvernement en cette affaire », qui a été développée lors de la réunion publique de la Commission des Relations extérieures du jeudi 7 février 1991 : voir le *Compte rendu analytique* et les *Annales parlementaires* relatifs à cette réunion).

L'intervenant conclut de ce relevé que la responsabilité du Gouvernement est manifestement mise en cause.

Cette affaire s'avère en outre très préjudiciable à l'image de la Belgique à l'étranger, alors que se pose la question du siège des institutions européennes.

Enfin, le Gouvernement n'a manifestement pas l'intention de donner une suite positive à la demande formulée par certains membres (lettre de M. De Decker du 1^{er} février 1991) de pouvoir entendre en Commission les trois diplomates accusés, afin qu'ils puissent y donner leur version des faits.

Dans ces conditions, la création d'une commission d'enquête parlementaire s'impose; il s'avère pourtant que la majorité s'apprête à refuser cet instrument du contrôle parlementaire. Paradoxalement, alors qu'on n'a pas hésité à recourir à cette formule là où il n'y avait pas de faute politique (l'enquête sur le réseau « Glaiive ») ou là où les manquements susceptibles d'être mis en lumière concerneraient le pouvoir judi-

ben gegind door de publieke opinie geminacht als nooit tevoren. Een moedige en consequente houding is de enige uitweg om het verloren krediet terug te winnen.

III. — ALGEMENE BESPREKING

Een lid onderstreept dat de Regering in de Silco-affaire « moreel op drift geslagen is ».

Zij deinsde er immers niet voor terug om rechtstreekse onderhandelingen aan te knopen met een terroristische beweging, wat erop wijst dat ieder begrip voor de waardenhiërarchie bij haar zoek is.

Walid Khaled is immers het « nummer twee » van een organisatie die reeds tal van aanslagen gepleegd heeft en die streeft naar de uitschakeling van al degenen — en in de eerste plaats de PLO-leiders — die tot een politieke toenadering tussen Israël en Palestijnen zouden kunnen bijdragen.

Daarnaast lijkt de Regering het beliegen van de publieke opinie en van het Parlement tot een beleidsstelsel te hebben verheven.

Spreeker geeft een overzicht van al wat de Regering verzwegen heeft in haar verklaringen betreffende de onderhandelingen met het oog op de vrijlating van de familie Houtekins, alsmede in haar antwoorden die achteraf gelogenstraft werden (de opsomming van het lid is omstandig terug te vinden in de interpellatie van de heer De Decker tot de Eerste Minister over « de onvolledige onthullingen van de Eerste Minister in verband met het akkoord tussen België en de Fatah-Revolutionaire Raad betreffende de vrijlating van de familie Houtekins en de zware tekortkomingen van de Regering in deze zaak », die gehouden werd tijdens de openbare vergadering van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van donderdag 7 februari 1991 (zie *Beknopt Verslag en Parlementaire Handelingen* betreffende die vergadering).

Spreeker concludeert uit die opsomming dat de verantwoordelijkheid van de Regering klaarblijkelijk in het geding is.

Bovendien is die zaak zeer schadelijk voor het imago van België in het buitenland, en dat uitgerekend op het moment dat de vraag van de zetel van de Europese instellingen aan de orde is.

Ten slotte ligt het duidelijk niet in de bedoeling van de Regering om in te gaan op het verzoek van een aantal leden (brief van de heer De Decker dd. 1 februari 1991) die wensen dat de drie beschuldigde diplomaten in de Commissie gehoord worden opdat zij hun versie van de feiten kunnen geven.

Onder die omstandigheden is de oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie noodzakelijk. Kennelijk denkt de meerderheid er evenwel aan om het parlement dit controlemiddel te ontfemen. Toch werd niet geaarzeld van deze controlemethode gebruik te maken in de gevallen waarin vanuit politiek oogpunt geen fouten zijn begaan (zoals bij het onderzoek naar het Gladio-netwerk), of waar de eventueel

ciaire (l'enquête sur la lutte contre le banditisme et le terrorisme), le Parlement semble se refuser à enquêter sur les affaires où les fautes politiques sont indéniables. Ce refus constituera un précédent consternant.

*
* *

Une autre intervenante souhaite également la création d'une commission d'enquête, mais justifie cette volonté par d'autres arguments.

Elle s'inquiète particulièrement de ce que les différents événements intervenus semblent témoigner d'une déstabilisation du Ministère des Affaires étrangères et de l'existence de lobbies au sein de ce département. Les conséquences de ceci sont un manque total de transparence et l'absence de toute cohérence dans la politique menée, laquelle devient incontrôlable.

Interrogé par le Parlement au cours de différentes séances d'interpellations, le Gouvernement n'a guère apporté de réponses, alors que, dans le même temps, les questions s'accumulaient et que de plus en plus de fautes étaient mises en lumière.

Si les moyens les plus courants du contrôle parlementaire, tels les interpellations et les questions faillissent de la sorte à établir la clarté, il appartient au Parlement de prendre ses responsabilités, en créant une commission d'enquête.

Il y va du maintien de la démocratie.

*
* *

Un membre fait observer que, d'après les déclarations déjà faites à la presse par des représentants de la majorité, cette dernière semble avoir trois arguments pour refuser la constitution d'une commission d'enquête :

— le dossier serait trop politique : faut-il en déduire que les différentes affaires ayant donné lieu à la création de commissions d'enquête durant les dernières années ne l'étaient pas ?

— le dossier serait trop délicat : il faut éviter tout ce qui pourrait mettre en danger la sécurité de certaines personnes et mettre en difficulté certains parlementaires étrangers.

Mais ne sont-ce pas là des risques que n'ont pas hésité ou que n'hésitent pas à courir les Commissions enquêtant sur les livraisons d'armes et de munitions,

ouder de aandacht te brengen tekortkomingen de rechterlijke macht betroffen (zoals bij het onderzoek naar de wijze waarop de bestrijding van het banditisme en het terrorisme georganiseerd wordt). Paradoxaal genoeg, wijst het Parlement thans blijkbaar de mogelijkheid af om een onderzoek in te stellen naar aangelegenheden waarin op onmiskenbare wijze politieke fouten zijn begaan. Deze weigering betekent een onthutsend precedent.

*
* *

Een ander lid steunt eveneens het voorstel om een onderzoekscommissie op te richten, doch geeft daarvoor andere argumenten aan.

Spreekster maakt zich in het bijzonder zorgen over het feit dat de recente gebeurtenissen er lijken op te wijzen dat het Ministerie van Buitenlandse Zaken is gedestabiliseerd, en dat in dit departement diverse lobby's bestaan. Een en ander heeft tot gevolg dat het in het volledig oncontroleer geworden buitenlandse beleid volkomen aan doorzichtigheid en aan coherentie ontbreekt.

Op de door het Parlement tijdens verschillende reeksen interpellaties gestelde vragen heeft de Regering nauwelijks een antwoord gegeven, terwijl de vragen zich inmiddels opstapelden, en steeds meer fouten aan het licht kwamen.

Indien aan de hande van de meest gebruikelijke controlemiddelen van het Parlement, zoals de interpellaties en de vragen, geen duidelijkheid kan worden verschaft, is het de taak van het Parlement, zoals de interpellaties en de vragen, geen duidelijkheid kan worden verschaft is het de taak van het Parlement een beslissing te nemen en een parlementaire onderzoekscommissie in te stellen.

De instandhouding van de democratie staat op het spel.

*
* *

Afgaande op de door de vertegenwoordigers van de meerderheid aan de pers afgelegde verklaringen, wijst een lid erop dat de meerderheid kennelijk met drie argumenten de instelling van een onderzoekscommissie afwijst :

— het zou een al te politiek getint dossier betreffen : moet daaruit worden afgeleid dat de diverse zaken die de afgelopen jaren tot de instelling van onderzoekscommissies hebben geleid, geen politiek karakter hadden ?

— het zou om een te delicaat dossier gaan : men moet alles verwijderen wat bepaalde personen in gevaar kan brengen en bepaalde buitenlandse gesprekpartners in een moeilijk parket kan brengen.

Zijn dat evenwel niet de risico's die de onderzoekscommissies inzake de levering van wapens en munitie, de bestrijding van het banditisme en het terrorisme,

sur la lutte contre le banditisme et le terrorisme ou sur le réseau « Glaive » ?

— il y aurait déjà eu trop de commissions d'enquêtes : quelles est donc la norme en la matière ?

*
* *

Un autre membre rétorque à l'intervenant précédent qu'il ne convient pas de banaliser la procédure de la Commission d'enquête parlementaire. Il serait par ailleurs illusoire d'entretenir trop d'espoirs quant aux conséquences pratiques que peuvent avoir les conclusions d'une telle commission.

Il convient d'autre part d'admettre le caractère confidentiel de certains éléments du dossier.

Les partisans d'une enquête parlementaire semblent en outre perdre de vue l'aspect central du dossier, c'est-à-dire la libération de la famille Houtekins, qui avait pourtant été réclamée avec insistance par la presse et l'opinion publique.

Enfin, des procédures adéquates existent au sein du département lui-même pour effectuer une enquête sur la responsabilité des fonctionnaires concernés.

Pour toutes ces raisons, l'intervenant se déclare opposé à la création d'une commission d'enquête parlementaire.

*
* *

Un autre membre s'étonne que l'auteur de la proposition ait pu déclarer, dans son exposé introductif, que le PVV ne s'était pas opposé à la création des commissions d'enquête qui furent instaurées durant les dernières années : les représentants de ce parti n'avaient-ils pas en réalité commencé par refuser la constitution de la commission d'enquête « chargée d'examiner la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée », pour ensuite s'abstenir lors du vote en séance plénière de la Chambre ?

Le groupe auquel appartient l'intervenant n'entend pas adopter semblable attitude : il est d'avis qu'il convient, d'une part, de promouvoir la transparence par l'adoption de projets de loi tel celui relatif au contrôle des services de police et de renseignements et, d'autre part, de mieux armer les parlementaires dans leur tâche de contrôle en améliorant la procédure même de l'enquête parlementaire (voir la proposition de loi n° 678/1 de Mme Onkelinx et M. Di Rupo complétant la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires); il estime cependant que, dans le cas présent, il ne convient pas d'établir une commission d'enquête.

Même si, dans ses réponses, le Gouvernement n'a pas toujours pu répondre à toutes les questions posées,

me of het « Gladio »-netwerk lopen of hebben gelopen ?

— er zouden al te veel onderzoekscommissies zijn ingesteld : wat is dan de terzake gehanteerde norm ?

*
* *

Een ander lid brengt daartegen in dat de procedure van de parlementaire onderzoekscommissie geen alledaagse zaak mag worden. Het zou overigens een illusie zijn te veel hoop te koesteren over de praktische gevolgen van de eventueel uit een dergelijk onderzoek voortvloeiende conclusies.

Daartegenover staat dat het vertrouwelijk karakter van een aantal aspecten van deze zaak dient te worden erkend.

De voorstanders van de instelling van een parlementaire onderzoekscommissie verliezen kennelijk uit het oog wat de kern van de zaak is, namelijk de vrijlating van de familie Houtekins, hoewel de pers zowel als de publieke opinie daarop hebben aangedrongen.

Tenslotte zijn voor het verrichten van een onderzoek naar de verantwoordelijkheid van de betrokken ambtenaren in het departement zelf geschikte procedures voorhanden.

Om al die redenen geeft spreker te kennen dat hij tegen de instelling van een parlementaire onderzoekscommissie gekant is.

*
* *

Een ander lid verbaasd zich erover dat de indiener van het voorstel in zijn inleiding gesteld heeft dat de PVV zich niet heeft verzet tegen de oprichting van onderzoekscommissies die de jongste jaren het licht zagen. De vertegenwoordigers van die partij waren aanvankelijk toch gekant tegen de oprichting van de onderzoekscommissie belast met « het onderzoek naar de wijze waarop de bestrijding van het banditisme en het terrorisme georganiseerd wordt » en zij hebben zich vervolgens toch onthouden bij de stemming in plenaire vergadering van de Kamer ?

De fractie waartoe spreker behoort, denkt er niet aan een dergelijke houding aan te nemen : die fractie wil de transparantie bevorderen met de goedkeuring van wetsontwerpen zoals het ontwerp tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, eensdeels, en met de verbetering van de procedure zelf van het parlementair onderzoek die de parlamentsleden ruimere mogelijkheden moet bieden bij hun controle-taak, anderdeels (cf. wetsvoorstel n° 675/1 van mevrouw Onkelinx en de heer Di Rupo tot aanvulling van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek). Hij is niettemin van oordeel dat er in dit geval geen onderzoekscommissie hoeft te worden ingesteld.

Hoewel de Regering niet alle vragen afdoende heeft kunnen beantwoorden, heeft er wel degelijk een par-

le contrôle parlementaire a en effet bel et bien pu s'effectuer, par le biais de nombreuses interpellations. Certes, le Gouvernement n'a pas communiqué les pièces qu'avait initialement demandées la Commission, mais ces documents ont depuis lors fait l'objet de larges révélations dans la presse, sans que rien dans celles-ci n'apparaisse cependant de nature à devoir inciter la majorité à revoir son jugement. Enfin, il convient de prendre en compte le caractère délicat du dossier, y compris en ce qui concerne nos relations avec certains de nos partenaires.

Pour toutes ces raisons, l'intervenant n'estime pas opportun de constituer une commission d'enquête. Il souligne cependant que, comme l'avait demandé un autre intervenant préalablement à la discussion de la présente proposition (cf. ci-avant : I. Procédure), il est indispensable que les conclusions de l'enquête administrative menée au sein du Département des Affaires étrangères soient communiquées à la Commission; le Parlement se doit de ne pas abdiquer son droit de contrôle.

*
* *

Un autre membre souligne la versatilité de l'opinion publique dans cette affaire.

D'autre part, puisque les preneurs d'otages appartenaient à des organisations terroristes, vraisemblablement surveillées par des services secrets étrangers, il est difficilement contestable qu'un certain nombre d'impératifs de discrétion doivent être respectés.

Enfin, l'intervenant estime que les partisans de la création d'une commission d'enquête n'ont pas tant pour motivation la promotion de la transparence des institutions que la volonté de déstabiliser la majorité.

*
* *

A la suite de cette discussion, l'auteur de la proposition déplore que la majorité manifeste l'intention de se rallier à la procédure proposée par le Gouvernement, c'est-à-dire celle de l'enquête interne au département. Il fait observer que :

1° L'enquête sera placée sous la responsabilité du Secrétaire général du département. Ce fonctionnaire n'est-il pas en fait juge et partie en cette affaire, puisqu'il était apparemment de la délégation qui a accompagné le Ministre du Commerce extérieur à Tripoli (voir ci-avant : « Exposé de l'auteur de la proposition ») et qu'il devait avoir connaissance tant des telex envoyés au cours des négociations que des deux notes attribuées à M. Hollants-Van Looke ?

2° Il y a eu de nouvelles révélations, telle l'affirmation par certains services français du paiement d'une rançon par les autorités belges.

lementaire onderzoek via de talrijke interpellaties plaats gehad. De Regering heeft de stukken die de commissie aanvankelijk had gevraagd weliswaar niet bekend gemaakt, maar ze verschenen sedertdien uitvoerig in de pers; het ziet er echter naar uit dat de meerderheid door de inhoud ervan haar standpunt niet hoeft te herzien. Tot slot moet ook rekening worden gehouden met de delicate aspecten van het dossier, onder meer wat de betrekkingen met sommige van onze partners betreft.

Op grond van al die redenen vindt spreker de oprichting van een onderzoekscommissie niet opportuun. Zoals een andere spreker vóór de bespreking van dit voorstel heeft gevraagd (cf. supra I. Procedure), onderstreept hij echter de noodzaak om de besluiten van het administratief onderzoek op het departement Buitenlandse Zaken aan de Commissie mee te delen. Het Parlement moet geen afstand doen van het recht van toezicht.

*
* *

Een ander lid onderstreept dat de publieke opinie zeer wisselvallig heeft gereageerd op deze zaak.

Voorts valt bezwaarlijk te ontkennen dat discretie een aantal restricties vereist omdat de gijzelnemers behoorden tot terroristische groeperingen, waarbij buitenlandse geheime diensten wellicht de touwtjes in handen hebben.

Afrondend meent spreker dat de voorstanders van de oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie niet zozeer meer transparantie binnen de instellingen willen, dan wel de meerderheid in moeilijkheden wensen te brengen.

*
* *

Na die bespreking betreurt de indiener van het voorstel dat de meerderheid van plan is aan te sluiten bij de procedure die de Regering voorstelt, met name een intern onderzoek op het departement. Hij merkt op dat :

1° de secretaris-generaal van het departement de leiding van het onderzoek op zich zal nemen. Is die ambtenaar in deze zaak eigenlijk geen rechter én partij aangezien hij blijkbaar deel uitmaakte van de delegatie die de Minister van Buitenlandse Handel in Tripoli vergezelde (cf. supra « Uiteenzetting van de indiener van het voorstel ») en dat hij kennis moet hebben gehad van de telexen die tijdens de onderhandelingen werden verstuurd zowel als van de twee nota's die aan de heer Hollants-Van Looke werden toegeschreven ?

2° Er zijn nieuwe onthullingen geweest, zoals de bewering van sommige Franse diensten als zouden de Belgische autoriteiten een losprijs hebben betaald.

3° La récente affaire Tshisekedi a mis encore davantage en lumière l'absence de cohérence de la politique menée par le Gouvernement.

4° Pourquoi garde-t-on un total silence sur la situation des ex-otages ?

5° Certains membres opposent, sur le plan de la procédure préconisée, la présente affaire à celle qui concerne le réseau « Glaive » : cependant, dans ce dernier cas, la conduite d'une enquête interne n'a pas empêché l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

L'article premier n'appelle pas d'observation.

L'article, et par conséquent la proposition, sont rejetés par 11 voix contre 4.

Le Rapporteur,

S. KUBLA

Le Président,

J. GOL

3° De recente Tshisekedi-zaak heeft nog duidelijker gemaakt dat het de Regering aan een samenhangend beleid ontbreekt.

4° Waarom wordt de huidige toestand van de ex-gijzelaars in volledig stilzwijgen gehuld ?

5° Op het vlak van de vastgestelde manier van handelen stellen sommige leden het Silco-dossier tegenover die in verband met het Gladio-netwerk : in dat laatste geval stond een inwendig onderzoek evenwel de oprichting van een parlementaire onderzoekcommissie niet in de weg.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Over het eerste artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het artikel, en diens gevolg het voorstel, worden verworpen met 11 tegen 4 stemmen.

De Rapporteur,

S. KUBLA

De Voorzitter,

J. GOL